L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX DE 73 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.]

DIMANCHE MATIN, 16 JANVIER

[1876.

Les droits sur les vins de Bordeaux.

Le *Bulletin* de New York, excellent journal financier et commercial publié en français à New York, s'exprime ainsi dans sa revue vinicole hebdomadaire, au sujet de la pétition des importateurs louisianais :

M. Gibson un des représentants de la Louisiane, a déposé sur le bureau de la Chambre une pétition des importateurs de la Nouvelle-Orléans demandant le rappel de la loi du 8 février 1875, aux termes de laquelle les vins en barriques paient un droit de 40 cents par gallon et ceux en caisses un de $1 60 par caisse de douze bouteilles. Les pétitionnaires font remarquer que ce droit de 40 *cents* par gallon représente le double du coût des qualités ordinaires sur les lieux de production, et que la classe pauvre qui, en Louisiane, est très habituée à cette boisson tonique, souffrira prochainement de l'imposition de ce droit inique.

Il a fait ensuite remarquer que, comparativement aux années précédentes, l'importation de "claret" ont été beaucoup moindres en 1874-75, et qu'en réduisant les droits sur le thé et le café, le gouvernement a diminué les dépenses de tous les citoyens du Union—spécialement dans le Nord—d'un *cent* par jour, tandis qu'il a augmenté celles des habitants du Sud d'un million par an, par tête, en plus des $20 anti droits de Douane supportés par une barrique de "claret", cette barrique paiera aujourd'hui $24, alors qu'elle n'en payait autrefois que $15.

Les pétitionnaires disent, en terminant, que le prix élevé du "claret" peut avoir une tendance à favoriser l'usage des liqueurs injurieuses et enivrantes, et qu'un droit de 20 *cents* par gallon (droit qui équivaut à environ 100 0[0] et de 50 *cents* par caisse rapporterait plus au Trésor et serait, à tous les points de vue, plus avantageux pour le commerce et pour le pays.

Nous avons maintes fois, dans ces colonnes, développé les théories si bien exposées aujourd'hui par les pétitionnaires louisianais en les appliquant en même temps aux "burgundy pots et sherries," et nous ne pouvons que souhaiter de voir le Congrès faire droit à leurs justes désirations. Il est de toute évidence que si les vins de France pourrait se répandre aux Etats-Unis, l'ignoble vice de l'ivrognerie, qui est une des plaies sociales du pays, diminuerait sensiblement.

Cette seule considération devrait être d'un grand poids dans les délibérations des législateurs américains, mais nous croyons que le fait d'une diminution dans les recettes du Trésor aura une influence encore beaucoup plus grande sur leur décision. Aussi, sans nous bercer d'un espoir trop flatteur, nous pensons que la pétition repose sur des bases solides, croyons-nous qu'il serait utile que les importateurs new-yorkais, imitant leurs confrères de la Nouvelle-Orléans, fassent de leur côté, une pétition dans le même but au Congrès." La demande venant des intéressés des deux villes de l'Union, au Nord et au Sud, dans la même occasion et sur la même question, serait d'autant plus de poids. Nous avons à peine besoin d'ajouter que nous appuierons de toutes nos forces la mesure proposée, et que nous ne manquerons pas de la mettre, le *Bulletin de New York* en tête, sous les yeux de nos législateurs, aussitôt que le Congrès se réunira.

"Attendu qu'il est allégué que le recensement de la population par les *Supervisors of Registration*, en 1875, est illégal, contrairement aux formes usitées en pareilles cas, et inexact en ce qui concerne les paroisses St. Jacques, Tangipaho, Claiborne, Jackson, Natchitoches, Assomption, Madison et Orléans ;

"Attendu que la Constitution déclare que quand il y aura erreur, omission ou informalité dans un recensement, pour une paroisse quelconque, la Législature peut ordonner un nouveau recensement dans cette paroisse ;

"Attendu que jusqu'à ce que le recensement ait été corrigé ou refait dans les paroisses où il existe des omissions et des erreurs, la répartition de l'Etat doit être faite sur la base du recensement des Nègres de l'an 1870 ;

Résolu par le Sénat et la Chambre des Représentants que les *Supervisors of Registration* soient requis de faire un nouveau recensement dans les paroisses susmentionnées et de présenter leur rapport à la prochaine Législature ;

"Résolu, en outre, que la répartition de l'Etat, telle qu'elle a été faite, sur la base du Sénat des Etats-Unis pour 1870, soit reconnue comme la répartition actuelle et reste en vigueur jusqu'à la révision de la prochaine Législature."

Parmi les bills présentés, j'en trouve un de M. Bowie pour décharger la ville de la Nouvelle-Orléans des dépenses de l'enregistrement des naissances et décès et un autre de M. Edwards pour créer la paroisse de Taylor. Les deux bills sont référés à l'examen de ces comités.

Le Comité judiciaire, sur la proposition de son président, M. Young, est autorisé à employer un commis.

La Chambre s'ajourne à lundi, à midi.

—

A propos de l'arrivée des passagers de l'*Amérique* au Havre on lit dans le *Ville de Lyon*, on rapporte que lorsque les voyageurs aperçurent enfin vers le matin le cap de Hève, ce fut une explosion de joie. L'attendrissement fut tel qu'un ténor ayant entonné la vieille romance :

Vers les rives de la France,

tous les passagers reprirent en chœur le refrain.

A peine le steamer fut-il amarré que les passagers se précipitèrent à terre ; il y eut une scène indescriptible de félicitations et d'embrassements entre les passagers et les parents qui les attendaient.

UNE HÉROÏNE.—Elle est née en Hollande, est très riche, très excentrique, et elle s'appelle Mlle Merkus. Mlle Merkus a acheté une mule et s'est acheminée vers l'Herzégovine. Arrivée à destination, elle a été reçue par les volontaires avec tous les honneurs de la guerre. Les troupes ont rangée en bataille et a présenté les armes; Mlle Merkus est passée devant le front de bandière, s'est allongée sur sa mule et a distribué des billets de banque à droite et à gauche. La revue terminée, elle est allée se reposer dans une cabane, sur un peu de paille.

Mlle Merkus prétend venir à bout de la Turquie en peu de temps ; et par "venir à bout de la Turquie" entendez renvoyer les Turcs de l'Europe. Si vous lui dites : "Mais ce ne sera pas facile!" Elle répondra : "Il faut trois mois au plus ; ce sera bientôt fait." Mlle Merkus a trente ans ; elle a quatre vingt-cinq, et elle ajoute : "Je suis une Jeanne d'Arc ; j'ai toutes ses qualités." Elle a apporté ici un drapeau hollandais, qui chevauche toujours avec elle sur sa mule—croupe.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

GRAVE ACCUSATION PORTÉE PAR LE "REPUBLICAN" CONTRE LE BUREAU DE POLICE.

Une enquête ordonnée par la Chambre des représentants.

Nous demandons pardon à nos lecteurs de leur parler encore du Bureau de police, encore un sujet que nous avons eu occasion de traiter très souvent dernièrement, mais nous y sommes contraint en-core une fois par un article fort remarquable que a paru hier matin dans les colonnes du *Republican*.

L'organe officiel accuse le Bureau de police de favoriser certains individus et de porter sur ses rôles les noms de certains membres de la *Législature*, de certains reporters et de certains politiciens ; ward runners qui sont payés régulièrement comme s'ils étaient employés, soit en qualité de detectives, soit en qualité de gardiens de nuit.

Cette accusation nous semble si grave, venant d'un journal radical qui a toujours défendu l'administration actuelle de la police, que nous jugeons utile de la reproduire le passage le plus important de l'article qui y a trait.

Sous le titre de : "Défauts dans l'administration de la Police," le *Republican* s'exprime ainsi :

"Il a faculté de perception fait probablement défaut au Bureau de police. C'est en vertu de cette hypothèse seulement que nous pouvons nous expliquer les considérations qui sont rapportées d'ici et de là.

Dans un laps de temps fort limité, il a été annoncé que Mats Hogan est adjoint à la police de sûreté, tandis que les capitaines Schreiber, Robinson et Maloee sont réduits à la paye d'un agent subalterne, et deux d'entre eux sont assignés à des postes où leur expérience et leur habileté reconnue ne seront pas mises à profit.

En outre, tout en professant le désir de diminuer les dépenses et d'effectuer des réformes, un grand nombre de noms de ceux qui sont employés ailleurs sont inscrits dans les listes. Dans tous les cas, ils ne font pas de service ordinaire, policeman. Les membres de la Législature, des politiciens de ward et des rapporteurs de journaux sont payés régulièrement avec les fonds de la police, simplement parce que les noms sont portés sur les rôles.

Des individus qui ont été expulsés de la police pour des offenses réitérées ont été réintégrés tout récemment, mais secrètement cependant, pour que quelques-uns d'entr'eux aient pu renouveler ces offenses.

Les mauvais traitements subis par P. N. Lewis, hier, sont un exemple. L'un des policemen engagés dans cette affaire, a été, il n'y a pas longtemps chassé de la police, mais depuis, il a été réintégré, on ne sait pourquoi particulier de l'un des commissaires, que l'on soupçonne d'avoir de grandes aspirations politiques. Nous n'avons pas été en état de connaître un cas semblable. Nous sommes informé que ce n'est qu'un exemple de la coutume qui prévaut."

En terminant son article, le *Republican* ajoute : "Nous appelons tout particulièrement l'attention sur ce que l'on appelle par convenance, dans le Bureau de police, l'immigration—Le nombre d'émigrants débarqués au Castle Garden pendant l'année 1875, dit le *Courrier des Etats-Unis*, a été de 84,544, contre 140,387 l'année précédente. La diminution a donc été de 55,793. Elle est attribuée en partie aux difficultés toujours croissantes de se procurer un travail raisonnablement rémunérateur en ce pays, en partie aux mesures prises par le gouvernement allemand pour empêcher la sortie de l'emploi sous quelque forme de ses sujets pouvant au besoin être utilisés comme soldats, comme chair de canon, suivant l'expression d'un homme qui a fait une grande consommation de cette chair.

Les Allemands figurent dans le tableau de l'immigration de 1875 pour 28,825, et les Irlandais pour 25,623. Puis viennent les Anglais, au nombre de 12,038, et en 4e lieu les Russes, 4,138. Le contingent de ces quatre nationalités a donc été de 70,422, chiffre représentant presque la totalité de l'immigration.

LA POPULATION DE SAN FRANCISCO. — Nous lisons dans le *Courrier* de San Francisco :

Pendant le cours de l'année 1875, les chemins de fer ont fourni 74,772 arrivages contre 29,385 départs, ce qui a laissé un bénéfice de 44,987. Des steamers, pour leur part, ont amené 33,827 voyageurs, et il en est parti par la même voie 12,593, laissant à l'avoir de la population 21,235 personnes, soit un accroissement total pour la population de 66,172.

Un chiffre de 108,599 arrivages pour une seule année indique suffisamment l'intérêt toujours croissant qui se porte vers la côte du Pacifique et particulièrement vers l'Etat de Californie, qui retient pour son compte la majeure partie de ces arrivages.

D'après les tableaux comparatifs établis par les soins de *Pilla*, on voit que l'accroissement de notre population, par suite de l'excédant des arrivages sur les départs pendant le cours des six dernières années, a été de 312,702. Il est donc certain que si l'on pouvait obtenir aujourd'hui un recensement exact de notre total de population on serait étonné du nombre d'habitants que renferme la Californie.

L'immigration chinoise y a participé dans la proportion de 1,144 pour l'année 1875, et de 119,087 pour la période des treize dernières années.

—Près de la station d'Addison Road, à l'extrême ouest de Londres, on trouvait ces jours derniers le corps inanimé d'un homme. Une femme arrivé, et la reconnaît pour celui de son mari ; l'enfant de cette femme arrive, et reconnaît son père ; le patron de son mari arrive et reconnaît son ouvrier. Sur quoi le corps est délivré à la femme, qui le fait porter chez elle et procède à la cérémonie des funérailles. Mais, au milieu de l'opération, et devant les aides de l'entrepreneur funèbre, un homme se présente et demande ce que ces gens-là font chez lui.

C'était le mari.

On ne dit pas ce qu'il est devenu du cadavre-sosie.

—On mande de Rœguse qu'il s'est définitivement formé dans cette ville une légion étrangère, sous le commandant de l'officier français Barbieux, qui aurait fait monter à cinq cents le cadre des officiers. La légion est composée de Français, d'Italiens, de Serbes et d'Autrichiens.

On compte déjà 284 Français, 150 Italiens, 84 Anglais, 83 Grecs, 22 Allemands et 1 Suédois. Le rendez-vous définitif est fixé au 1er mars, dans la Sutorina.

—On parle beaucoup des femmes qui se font émailler. Ce mot est devenu à la mode, et nous sommes sûrs cependant que peu de gens savent ce qu'est que l'émaillage.

On croit généralement que c'est un maquillage perfectionné, et rendu durable par l'adjonction de substances minérales.

Il n'en est rien. Voici en quoi consiste l'émaillage, c'est un médecin qui nous le tenons :

Les femmes dont le visage se fane et se plisse font le courage de supporter l'opération suivante :

On leur pratique des incisions à la peau, et on y injecte des liquides plus ou moins arsenicaux qui remplissent les tissus, les gonflent, et remplissent les vides.

De là, cette apparence un peu boursouflée qu'on peut remarquer sur certaines personnes.

Cette injection sous-cutanée — tel est le terme scientifique — est un véritable embaumement sur le sujet vivant. Sans cesser de vaquer à ses occupations habituelles, on passe à l'état de momie.

C'est charmant, n'est-ce pas ?

VOL IMPORTANT AU HAVRE.—On lit dans le *Journal du Havre* :

Notre place a été mise en émoi par la nouvelle d'un vol important commis au préjudice d'une honorable maison de commerce.

L'auteur de cette grave soustraction est le nommé Ernest Gouesalin, caissier chez M. Thomas Breckenridge, dont il avait la procuration. Dans la matinée de vendredi, Gouesalin prévint son patron que, vu les deux jours de fête qui allaient suivre, il désirait s'absenter, et qu'il partirait pour la côte du Pacifique et particulièrement vers l'Etat de Californie, qui retient pour son compte la majeure partie de ces arrivages.

L'auteur de cette grave soustraction est le nommé Ernest Gouesalin, caissier chez M. Thomas Breckenridge, dont il avait la procuration. Dans la matinée de vendredi, Gouesalin prévint son patron que, vu les deux jours de fête qui allaient suivre, il désirait s'absenter, et qu'il partirait pour la côte du Pacifique et particulièrement vers l'Etat de Californie, qui retient pour son compte la majeure partie de ces arrivages.

D'après les tableaux comparatifs établis par les soins de *Pilla*, on voit que l'accroissement de notre population, par suite de l'excédant des arrivages sur les départs pendant le cours des six dernières années, a été de 312,702. Il est donc certain que si l'on pouvait obtenir aujourd'hui un recensement exact de notre total de population on serait étonné du nombre d'habitants que renferme la Californie.

L'immigration chinoise y a participé dans la proportion de 1,144 pour l'année 1875, et de 119,087 pour la période des treize dernières années.

—Près de la station d'Addison Road, à l'extrême ouest de Londres, on trouvait ces jours derniers le corps inanimé d'un homme. Une femme arrive, et la reconnaît pour celui de son mari ; l'enfant de cette femme arrive, et reconnaît son père ; le patron de son mari arrive et reconnaît son ouvrier. Sur quoi le corps est délivré à la femme, qui le fait porter chez elle et procède à la cérémonie des funérailles. Mais, au milieu de l'opération, et devant les aides de l'entrepreneur funèbre, un homme se présente et demande ce que ces gens-là font chez lui.

C'était le mari.

On ne dit pas ce qu'il est devenu du cadavre-sosie.

—On mande de Rœguse qu'il s'est définitivement formé dans cette ville une légion étrangère, sous le commandant de l'officier français Barbieux, qui aurait fait monter à cinq cents le cadre des officiers. La légion est composée de Français, d'Italiens, de Serbes et d'Autrichiens.

On compte déjà 284 Français, 150 Italiens, 84 Anglais, 83 Grecs, 22 Allemands et 1 Suédois. Le rendez-vous définitif est fixé au 1er mars, dans la Sutorina.

—

NOUVELLES MARCHANDISES.—La maison Danziger, en dépit de son activité peut à peine suffire aux demandes qui lui sont adressées. Tous les jours elle fait ouvrir de nouvelles caisses et tous les jours aussi elle adresse elle-même de nouvelles demandes aux lieux de fabrication, et presque tous les jours aussi elle reçoit de nouveaux colis. Décidément la maison Danziger a la vogue dans ses deux établissements où l'on trouve également un choix immense d'étoffes à la mode pour toutes les saisons. Nous sommes en hiver, il est vrai, mais c'est au hiver doux et jusqu'ici semblable au printemps des climats tempérés. Il faut donc pour plaire à tout le monde avoir toujours un vaste assortiment de marchandises diverses et c'est justement ce que fait la maison Danziger qui, ainsi, n'est jamais au dépourvu. La grande annonce qu'elle publie aujourd'hui dans nos colonnes le prouve admirablement, et ce qui le prouve encore mieux, si c'est possible, c'est la modicité de ses prix qui, bien réellement, défient toute concurrence.

PIANOS STEINWAY.—Le piano merveille de cette époque ou, du moins, un des meilleurs pianos des fabriques contemporaines est le piano Steinway qui offre une réunion de perfections extraordinaires. Le son en est puissant et doux en même temps, les effets qu'il produit sont extraordinaires et tous les exécutants en sont enchantés. Que ceux qui ne les connaissent pas encore aillent les visiter au grand magasin de musique de M. L. Grunewald, rue Baronne, 14, 16, 18, 20 et 22, et ils prendront bien vite hommage aux qualités des pianos Steinway !

MARCHANDISES FINES ET DE FANTAISIE. —MM. J. Levois et Jamison rue du Canal 126, annoncent aujourd'hui qu'ils offrent à des prix grandement réduits leur stock, entier de marchandises fines et de fantaisie. Cette maison, une de nos plus anciennes et pendant si longtemps une de nos plus populaires maisons de détail pour les marchandises importées voulant clore ses affaires d'ici au 1er juin prochain, a mis, par conséquent, sa liste de prix au niveau de toutes les bourses. Nous en prévenons les dames.

VENTE D'ÉCOUEMENT. — La maison M. L. Byrne & Cie, 163 rue du Canal, invite ses clients à assister à une grande vente d'écoulement qui doit commencer demain et se prolonger jusqu'à la fin de la semaine. La maison Byrne désire par cette vente se défaire de toutes ses marchandises d'hiver pour probablement faire place aux nouvelles qu'elle doit bientôt recevoir. Inutile d'ajouter que les ventes se feront à moitié des prix contants.

VENTE A L'ENCAN POUR CLOTURE.—Mr P. Maliard, rue Royale 55, annonce que son vaste et marnifique stock de meubles sera mis à l'encan vendredi, 28 du courant. On sait que les meubles de cette maison brillent tout à la fois par la solidité, la nouveauté et le luxe, et que ses prix d'antrefois étaient fort élevés. Aujourd'hui les prix sont de beaucoup réduits et les personnes qui ont besoin de meubles ne peuvent pas trouver de meilleure occasion de bon marché. Les ventes particulières au rabais ne cesseront pas dans l'intervalle.

LES MEILLEURS PIANOS ET ORGUES.—C'est dans le vaste dépot d'instruments de musique, de Mr Grunewald, rue Baronne, près de la rue du Canal, qu'on trouve des pianos et des orgues excellents et à bon marché. Pianos d'importation étrangère et de fabrique américaine, instruments des meilleurs facteurs de tout pays, prix extraordinaires par la modicité et conditions de payements les plus faciles du monde. Mr Grunewald ne laisse rien à désirer aux acheteurs et quand ils sortent de son magasin après avoir fait une affaire, ils s'en vont, certes, très satisfaits.

ARTICLES DE TOILETTE. — Nous signalons à l'attention de nos lecteurs l'annonce de la maison Leighton, insérée dans une autre partie de ce numéro. Comme on le sait, cette maison vient de reprendre son ancien local, récemment réparé et considéré comme un des plus beaux magasins de la rue du Canal, et y a renouvelé complètement son stock de marchandises qui se compose d'articles de toilette, e ntous genres, pour hommes. M. Leighton est pent-être le doyen des marchands de son genre d'affaires, et l'habileté que lui a acquise son expérience le met à même de diriger sa maison de commerce façon à satisfaire ses clients et les messieurs en général, en leur offrant du bon pour du bon marché.

UNE POUDRE PRÉCIEUSE.—La compagnie Manhattan de New York, dont l'agent à la Nouvelle-Orléans est Mr Edgard L. Hall, rue Tchoupitoulas No 61, manufacture une poudre dite "Crystal Polish" dont nous avons pu apprécier par nous-même les vertus et que nous recommandons à l'usage des familles. Cette poudre soumise à une analyse sévère, a été déclarée par le Dr Alfred W. Perry, professeur de chimie à l'Hôpital du Charité, comme ne contenant aucun acide ou alcali, et libre, par conséquent, de tout agent corrosif de nature à altérer les métaux pour lesquels principalement on en fait usage. Cette poudre, disons-nous, est d'une utilité d'autant plus grande qu'elle sert également à polir les miroirs et les meubles et rend à ces derniers leur brillant du vernl. On peut se la procurer dans toutes les grandes pharmacies de la ville ou chez l'agent dont nous donnons plus haut l'adresse.

Si vous voulez des chaussures durables, allez au MAGASIN ROUGE, coin Royale et Dumaine, dont Mr Lion est l'agent.

☞ Le plus grand assortiment de chapeaux pour hommes et enfants en trouve au Robt. E. Lee, coin Canal et Bourbon et coin Royale et St-Louis.

FRANCE.

PROCLAMATION DU MARÉCHAL MAC-MAHON.

Le télégraphe nous a apporté, hier soir le texte de la Proclamation annoncée du Maréchal Président de la République Française. En voici la traduction :

Français :

Pour la première fois depuis cinq ans, vous êtes appelés à participer à une élection générale.

Il y a cinq ans, vous désiriez l'ordre et la paix, et au prix des plus grands sacrifices et après les plus grandes épreuves, vous les avez obtenus.

Vous désirez encore l'ordre et la paix. Les ténéteurs et les Députés que vous êtes sur le point d'élire, doivent coopérer avec le président de la République à les maintenir. Il faut que nous appliquions d'un commun accord et avec sincérité les lois constitutionnelles, dont j'ai seul le droit de proposer la révision jusqu'en 1880.

Après tant d'agitations, de discordes et d'infortune le repos est nécessaire au pays, et je pense que ses institutions ne devront pas être révisées avant d'avoir été honnêtement mises à l'essai. Mais pour en faire l'essai, comme l'exige le salut de la France, il est indispensable que la politique conservatrice et vraiment libérale que j'ai toujours eu l'intention de suivre, puisse prévaloir pour le permettre.

Je fais donc appel à l'Union de la part de tous ceux qui placent la défense de l'ordre social, le respect de la loi et le développement patriotique au-dessus de leurs souvenirs, de leurs espirations et de leurs engagements de parti.

Je les invite à se rallier autour de mon gouvernement. Il est nécessaire que les droits sacrés qui survivent à tous les changements de gouvernement et les intérêts légitimes que toute administration est tenus de protéger, jouissent d'une sécurité complète sous un gouvernement fort et respecté.

Il est nécessaire, non-seulement de désarmer ceux qui pourraient troubler la sécurité maintenant, mais encore de décourager ceux qui menacent de la troubler dans l'avenir par la propagation de doctrines anti-sociales et révolutionnaires.

La France sait que je n'ai ni cherché, ni désiré le pouvoir dont je suis investi, mais elle peut compter que je l'exercerai sans faiblesse afin de remplir jusqu'au bout la mission qui m'a été confiée. J'ai l'espoir que Dieu m'aidera et que l'appui de la nation ne me fera pas défaut.

(Signé) M. MAC-MAHON,
Président de la République française.

Contresigné :
BUFFET,
Vice-président du Conseil.

☞ Grand sacrifice. Voici les faits, ceux qui désirent se coiffer devront s'adresser au Robt. E. Lee qui a réduit ses prix.

DEPECHES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Européennes.

FRANCE.

Paris, 15.—La neige a encore interrompu les communications dans le sud de la France et en Corse. On dit en conséquence qu'il sera impossible de faire des élections de délégués sénatoriaux demain.

Paris, 15.—Les élections pour les délégués sénatoriaux auront lieu dans toute la France demain dimanche. Il est possible cependant que de fortes neiges en quelques endroits les fassent ajourner.

Paris, 15—La proclamation du président Mac-Mahon est assez bien tombée à plat. Les journaux républicains qui devaient, disait-on, la critiquer vivement, paraissent, à l'exception de quelques irréconciliables, être charmés de la reconnaissance de la République et de l'appel pour qu'on fasse une épreuve loyale des lois constitutionnelles. Elle n'a produit aucun effet à la Bourse. Dans les cercles politiques l'opinion dominante est qu'elle laisse les choses où elles étaient. On éprouve une satisfaction générale à l'ajournement du différend ministériel, mais l'enthousiasme manque entièrement.

Paris, 15.—L'honorable John Lathrop Motley, l'historien américain, a été élu membre associé de l'Académie des sciences morales et politiques.

Les professions de foi de presque tous les candidats aux élections pour le Sénat sont conçues en termes généraux. La République et le président Mac-Mahon.

ANGLETERRE.

Londres, 14 - Une dépêche de Vienne au *Standard* dit : Le Foreign Office autrichien espère que l'Angleterre approuvera la note d'Andrassy. La *Presse* de Vienne rapporte que Lord Derby a exprimé quelque mécontentement au comte Von Beust ambassadeur autrichien à Londres, parceque l'Angleterre n'avait pas été consultée pour la progiamme des réformes turques ou lui demandait simplement de l'endosser.

La même dépêche dit que le gouvernement Monténégrin a acheté 50 canons et 10,000 fusils à Vienne.

Londres, 15—Le *Times*, dans un article, dit que le cabinet anglais s'occupera de la réponse à faire à la note autrichienne, mardi prochain. Le *Times* conseille fortement de l'accepter et dit que la réponse de la Turquie peut dépendre de la décision de l'Angleterre.

Une dépêche de Vienne au *News* dit qu'on rapporte que douze négociants d'Odessa ont été transportés en Sibérie pour avoir fourni de la poudre aux nuages.

Une dépêche de Madrid au *Daily Telegraph* dit que Pavia a lancé une adresse dans le but de se faire élire aux Cortes où il veut avoir la majorité des nations sur le cond d'Etat de janvier 1876.

Une dépêche de Vienne insérée dans le *Post* parle de sérieuses discordes parmi les insurgés de l'Herzégovine. Le Dr. Gopcevitch a quitté le camp des insurgés, avec ses partisans, et est allé à Ragusa.

La *Pall Mall Gazette* a un télégramme de Constantinople qui dit que l'autorité a contredire le rapport sur la vente proposée de l'île St-Thomas dans les indes occidentales, à l'Allemagne. On est l'idée que Mr. Schaeffer, le Consul général de Sbleswig mais elle fut abandonnée comme impraticable.

Liverpool, 15—Le navire américain Caravau, capitaine Waesetaer, était parti du dock de Waterloo, hier à 1 heure pour New-York. Dans il n'est pas fait une quelques milles en aval de la rivière, pas plus loin que New Brighton, qu'une scène de grande violence eut lieu à bord. Le capitaine, deux officiers, l'équipage, ont été engagé et était monté à bord juste au moment du départ, était pris de boisson depuis le premier homme jusau'au dernier. Ces marins ivres mens, s'en prirent à lui et les officiers. Il se vit obligé en conséquence d'appeler la police de la rivière qui arriva promptement et arrêta tous les mecnens. Les autres étaient couchés sur le pont dans une ivresse complète. L'un d'eux avait été grièvement blessé dans le tumulte. Le Caravan a été retardé pour prendre un nouvel équipage.

Londres, 15—Une portion des ouvriers des mines de Nord-Galles ont fait un nouveau grève pour obtenir une augmentation de gages. On craint que d'autres ne suivent. On parle aussi d'un projet de grève parmi les ouvriers de fer, fourneaux et forges en diverses localités. Une combinaison privera d'ouvrage 70,000 hommes. C'est grave.

Une dépêche de Berlin à la *Pall Mall Gazette* dit que le comité chosi du parlement impérial à qui l'amendement au code criminel proposé par le gouvernement avait été référé, s'oppose aux vues du gouvernement et favorable le jugement par jurés des délits de la presse.

En raison de l'opposition de quelques petits Etats le gouvernement a pour le moment limité le plan de l'acquisition de tous les chemins de fer à la Prusse seulement, où l'on ne prévoit aucune difficulté.

EGYPTE.

Alexandrie, 14 — On rapporte que l'Angleterre négocie avec les capitalistes anglais pour la vente des chemins de fer égyptiens.

ESPAGNE.

Madrid, 15—Le gouvernement a décidé d'accorder l'amnistie à un nombre de gens qui sont maintenant en prison ou dans l'exil à l'occasion de l'anniversaire de l'entrée du roi Alphonse à Madrid.

TURQUIE.

Constantinople, 15—Les puissances ont renoncé à l'intention de faire une communication collective en identique à la Porte sur la base du plan du comte Andrassy pour les réformes dans les provinces désaffectionnées.

Les ambassadeurs se bornant maintenant à faire des communications verbales et des propositions amicales que la Porte parait disposé à écouter.

WASHINGTON.

Washington, 15.—Il est question de faire une nouvelle division de districts congressionnels dans la Caroline du Sud et de procéder à une nouvelle élections.

Les Danones ont fait pendant la semaine $5,125,000 contre $3,625,000 l'année dernière pour la même période.

Washington, 15—Le comité d'élection a décidé de prendre la carte comme preuve dans la contestation du 3d district congressionnel de la Caroline du Sud ; carte qui montre qu'on comté est séparé de 15 milles du reste du district, en violation de l'acte du Congrès. Le comité cependant avant d'agir examinera soigneusement l'affaire et s'il est convaincu de cela a été fait pour empêcher la représentation de la minorité, il désommers Hoge. Le question de dégommer le reste de la délégation n'est pas devant le comité et c'est une suggestion obligna.

La *Chronicle* fait amende honorable pour la mauvaise interprétation donnée aux vues du général Gordon, qui est bien l'ennemi déclaré de toute condition d'anarchie et qui veut une amnistie libre et universelle. Il ne votera pas pour un bill excluant Mr Davis, car il ne peut consentir à établir une distinction contre l'ex-président confédéré. Si cependant un bill d'amnistie universelle ne peut être adopté sans que le serment de soutenir la Constitution y soit annulé, il votera encore pour le bill avec cet amendement.

Désordres en Louisiane et politique du Président.

En vue des troubles qui ont eu lieu dans trois des paroisses de la Louisiane, le général-général, par ordre du Président, préparera bientôt une lettre adressée à l'avocat de district des Etats-Unis, Beckwith, lui ordonnant de faire tous ses efforts pour mettre fin aux troubles, et pour exécuter " l'Enforcement Act." en traduisant les coupables devant la justice. Le Président semble déterminé à préserver la paix partisane, autant qu'il sera en son pouvoir de le faire.

Washington, 15—Le maréchal Packard, qui a assisté aux séances de la convention républicaine de la Louisiane, est parti pour la Nile-Orléans ce soir.

Observations météorologiques.

Washington, 15—Probabilités pour les Etats du Golfe. Ciel plus couvert et pluie sur la côte du golfe, avec des vents légers principalement du sud-ouest ; baisse de baromètre et hausse de température.

FRANKLIN, LNE.

Franklin, Le., 15—Le meeting de la paroisse St-Mary, convoqué pour ratifier les délibérations de la convention démocratique qui avait eu lieu le 5, a été tenu ici aujourd'hui. Le comité des résolutions a rapporté ce qui suit ;

Résolu, 1° Que nous approuvons pleinement et cordialement et endossons le nom de Wilkinson Wells, les résolutions adoptées par la convention démocratique tenue à la Nouvelle-Orléans le 5 janvier 1876.

2° Que nous nous engageons à faire cause commune contre les ennemis de notre pays dans la campagne prochaine et à nous rallier tous les moyens légitimes pour assurer le succès du parti démocrate.

3° Que nous invitons tous les citoyens qui aiment leur pays plus qu'un parti, l'honnêteté plus que la corruption, la liberté plus que l'esclavage, à s'unir à nous pour secouer le joug d'une dévorante usurpation et pour délivrer notre Etat et notre paroisse d'une bande de maraudeurs politiques qui, après nous avoir volé notre liberté, s'occupent maintenant à vider nos poches.

RICHMOND.

Honneur pour la mémoire de Lee.

Richmond, 15 - Un meeting d'ex-confédérés a été tenu ici ce soir, pour prendre des arrangements pour la célébrer la fête de naissance du génl R. E. Lee, le 19 du courant, par un meeting public. Le gouv. Kemper présidera. On a pris aussi des mesures pour recueillir dans la ville des souscriptions au fonds du monument de Lee.

POTTSVILLE.

Pottsville, Pa. 15.—Nombre de mines de charbon exploitées par la compagnie du chemin de fer de Reading et par des particuliers ont repris leurs travaux, ce qui donne de l'emploi à un nombre considérable de journaliers.

INDIANAPOLIS.

Indianapolis, 15.—McGriff, impliqué dans les fraudes de whiskey a été convaincu sur neuf chefs d'accusation.

SAN FRANCISCO.

San Francisco, 14 —*L'Examiner* publie un extrait d'une lettre de San Francisco, en date du 24 décembre à un journal de New-York, qui rapporte que les frères Burling, grands courtiers d'actions ici, ont commencé un procès contre les administrateurs de la banque de Californie les accusant de mauvaise foi et de négligence dans la gérance des affaires de la banque et alléguant des émissions et des surémissions de plus de 9000 actions du capital de la banque par le dernier président, Ralston ; aussi qu'il s'était approprié $4,500,000 et avait permis des traites et des emprunts soubreux jusqu'à concurrence de plusieurs millions additionnels et que lorsque les administrateurs virent cela ils s'arrangèrent avec Burling Bros., à leur convenance.

La véritable histoire de cette transaction, rapportée par une autorité digne de foi, est que Burling Bros, empruntèrent pour Ralston plusieurs centaines de milliers de piastres, donnant leurs propres billets pour les sommes, et les recevant et en usant comme stock collatéral de la Banque de Californie. Ils n'ont fait que relativement sans valeur. Les administrateurs de la banque n'ayant montré aucune disposition à tirer les Burlings de leurs embarras, des procédures ont été en conséquence commencées contre eux. Mais le sénateur Sharon, à qui les biens de Ralston avaient été livrés, a fait un compromis en vertu duquel 72 cents la piastre, ou l'affaire a été étouffée. On parle de plusieurs autres choses semblables.

CHICAGO.

Chicago, 14—Nombre de distillateurs accusés pour fraude sur le Revenu, se sont avoués coupables aujourd'hui de conspiration pour frauder le gouvernement. Ils possèdent ou représentent toutes les principales distilleries de la ville.

LOUISVILLE.

Louisville, 14—Une convention du parti républicain du Kentucky a été convoquée pour le 18 mai à Louisville, dans le but de nommer les candidats pour électeurs présidentiels et de choisir des citoyens pour représenter le Kentucky à la Convention de Cincinnati.

ST. LOUIS.

St-Louis, 15—On rapporte que 50 indiens Otoes, allant à la chasse des buffles, ont été tués par une bande de Sioux.

New-York, 15—Bilan de la banque—Diminution de $1,275,000 dans les prêts ; de $775,000 dans les espèces ; augmentation de $5,250,000 dans les legal tenders ; de $5,250,000 dans les dépots et de $3,000,000 dans les réserves.

FRANCKFORT.

Frankfort, 15—Un ballotage sans résultat a eu lieu aujourd'hui dans la ville ; après un caucus sans résultat non plus, un second ballotage a donné à Beck 50, Williams 42, Loelie 29, Madswork 14. Ajourné.

LEBANON.

Lebanon, Pe., 15.—Eliza Benson, contre le chemin de fer de Philadelphie et Penn sylvania, la plus jeune qui ait été enterrée loin de sa destination et avait beaucoup so : lert du mauvais temps. Le verdict lui a adjugé pour dommages $4250. Le chemin a demandé une nouvelle audition de cause.

NEW YORK.

New-York, 15. — Jose Jordana y Morera, directeur d'agriculture et membre de la commission espagnole, est arrivé.

New York, 15.—Des avis d'Europe disent que l'enquête sur l'exposition de Dynamite à Hermitavon marche rondement. On a le sentiment de découvrir les complices de Thompson dont le vrai nom paraît être King. Ce fait est établi par l'enquête.

Le Gazzetta Piedmontaise publie officiellement que Thomas a été commandant du Old Dominion, en dépit de toutes les dénégations. La Gazette dit aussi qu'il n'est pas douteux qu'il ait été l'un des associés de New-York dans la fausse nouvelle que des milles en aval de la rivière, pas plus loin que New Brighton, qu'une scène de grande violence eut lieu à bord. Le capitaine, deux officiers, l'équipage, ont été engagé et était monté à bord juste au moment du départ, était pris de boisson depuis le premier homme jusau'au dernier. Ces marins ivres mens, s'en prirent à lui et les officiers. Il se vit obligé en conséquence d'appeler la police de la rivière qui arriva promptement et arrêta tous les mecnens. Les autres étaient couchés sur le pont dans une ivresse complète. L'un d'eux avait été grièvement blessé dans le tumulte. Le Caravan a été retardé pour prendre un nouvel équipage.

Londres, 15—Une portion des ouvriers des mines de Nord-Galles ont fait un nouveau grève pour obtenir une augmentation de gages. On craint que d'autres ne suivent. On parle aussi d'un projet de grève parmi les ouvriers de fer, fourneaux et forges en diverses localités. Une combinaison privera d'ouvrage 70,000 hommes. C'est grave.

Une dépêche de Berlin à la *Pall Mall Gazette* dit que le comité chosi du parlement impérial à qui l'amendement au code criminel proposé par le gouvernement avait été référé, s'oppose aux vues du gouvernement et favorable le jugement par jurés des délits de la presse.

En raison de l'opposition de quelques petits Etats le gouvernement a pour le moment limité le plan de l'acquisition de tous les chemins de fer à la Prusse se